



Délégation départementale de la Vienne
Pole santé publique et Environnementale

Mise à jour : **Juin 2017**

Tél : 05-49-44-83-71
Fax : 05-49-44-83-91

PROTECTION DES CAPTAGES

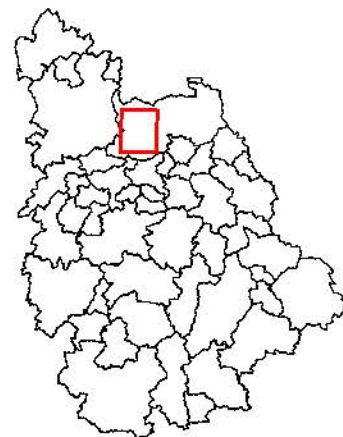
DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Sossay
<u>Captage(s) :</u>	<i>Champ captant (forages au cénomanien) de « Sossay »</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de LENCLOITRE




SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

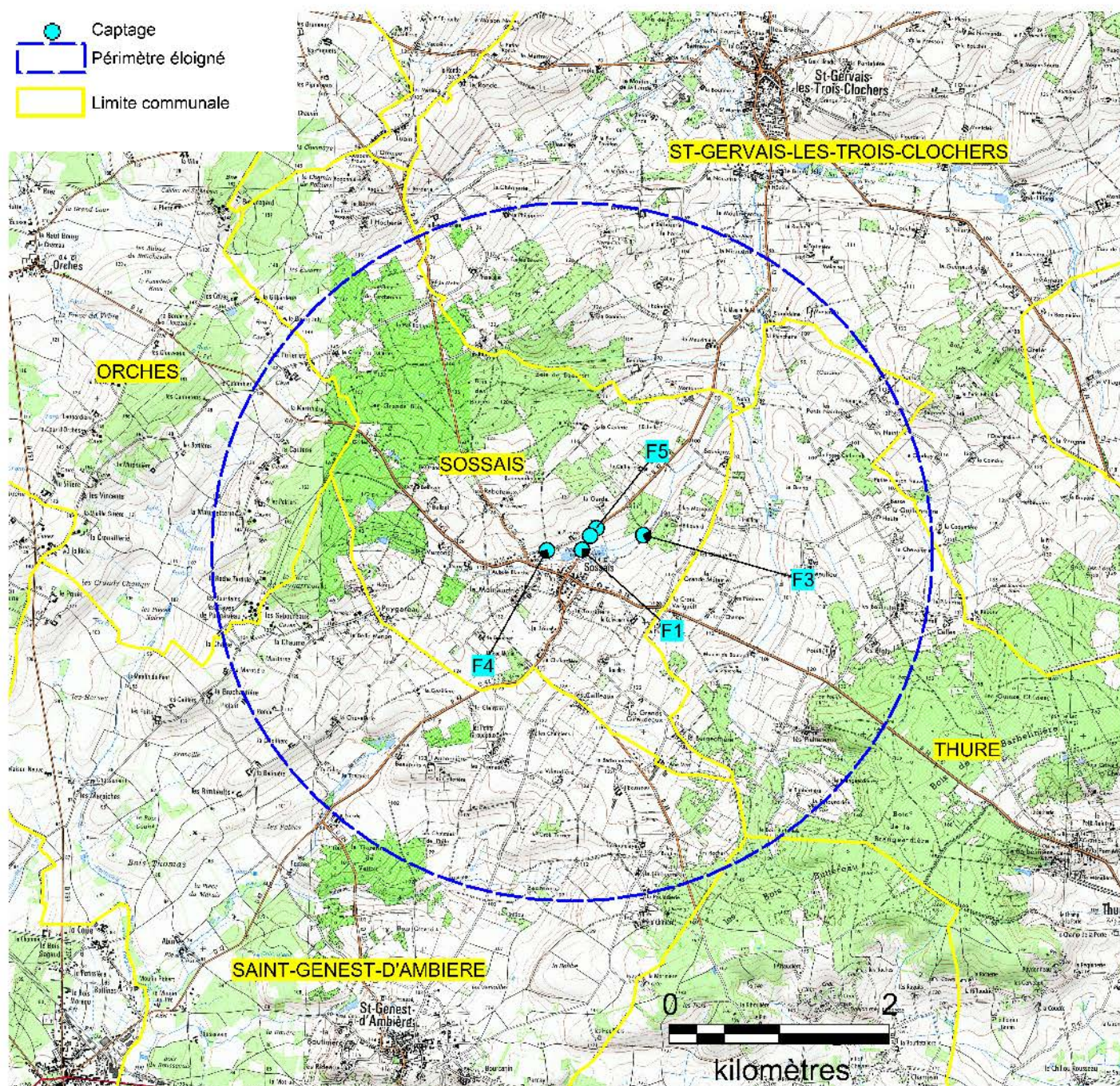
<u>Avis de l'Hydrogéologue agréé :</u>	22 mars 2009 & F3 Bis aout 2016
<u>Arrêté de DUP :</u>	Fév 2013 & 30 mai 2017 (F3)
<u>Inscription aux Hypothèques :</u>	Non

Pièces jointes à ce document :	➤ Cartographie des périmètres de protection
	➤ Avis hydrogéologique



Commune de Sossay captages F1,F3,F4,F5

-  Captage
-  Périmètre éloigné
-  Limite communale



Fonds de cartes SCAN25 IGN



PREFET DE LA VIENNE

Agence Régionale de Santé
Poitou-Charentes
Direction de la Santé Publique
Unité des Vigilances et sécurités
De l'Environnement et des Milieux
De la Vienne (UT-VSEM-86)

ARRÊTÉ N° 2013/ARS/VSEM/003

en date du **11 Février 2013**

Autorisant le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de Lencloître à prélever, traiter et distribuer des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du « champ captant de Sossais » constitué des forages F1, F3, F4 et F5, situés sur le territoire de la commune de Sossay et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

**La Préfète de la région "Poitou-Charentes", Préfète de la Vienne
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8, L.214-10 et L.215-13 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) 2010/2015 du bassin Loire-Bretagne, adopté par le comité de bassin le 15 octobre 2009 et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 18 novembre 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1^{er} juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU la délibération du S.I.A.E.P. de Lençloître en date 13 février 2007 s'engageant à conduire à son terme la procédure établissant les périmètres de protection du « champ captant de Sossais : forages F1, F3, F4 et F5 » et à réaliser les opérations et travaux nécessaires à l'instauration des périmètres de protection et la déclaration d'utilité publique de ce captage ;

VU les études préalables à la mise en place des périmètres de protection et document d'incidence du « champ captant de Sossais » situé sur la commune de Sossay, de décembre 2007 (BE ERM 07 202 FC 320) ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé (Bruno Jeudi de Grissac) en matière d'eau et d'hygiène publique, de mars 2009 ;

VU l'avis de la commission captages du 19 juin 2009 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-DRCL/BE-088 du 3 mai 2012 prescrivant dans la commune de Sossay l'ouverture du 11 juin au 29 juin 2012, des enquêtes publiques conjointes :

- Préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de :
 - l'établissement des périmètres de protection des forages F1, F3, F4 et F5 situés sur le territoire de la commune de Sossay, au titre du code de la santé publique ;

- l'exploitation et la distribution d'eau à usage des populations humaines ;
- la dérivation des eaux souterraines au titre du code de l'environnement.
- Parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux servitudes afférentes ;
- Relative à la demande d'autorisation, au titre de la loi sur l'eau, de prélèvement d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 20 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 18 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que ce champ captant est nécessaire pour assurer l'alimentation en eau potable du syndicat d'eau de Lencloître ;

CONSIDERANT que les besoins en eau potable du S.I.A.E.P. de Lencloître sont justifiés ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur général de l'ARS Poitou-Charentes ;

A R R E T E

Article 1^{er} : prélèvements, production et distribution des eaux – Déclaration d'utilité publique

Sont autorisés :

- les prélèvements d'eaux souterraines sur la commune de Sossay (Vienne) à partir du champ captant de Sossais constitué des forages F1, F3, F4 et F5 prélevant dans l'aquifère captif du Cénomani.
- La production et la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

La localisation des ouvrages selon les points de coordonnées Lambert (zone II) et l'altitude NGF est la suivante :

Forages	N° BSS	X (m)	Y (m)	Z (m EPD)
F1	0541-5X-0003	451 400	2 208 630	104,5
F3	0541-5x-0058	451 980	2 208 800	101
F4	0541-5x-0062	451 100	2 208 660	111
F5	0541-5x-0075	451 500	2 208 850	108,1

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le SIAEP de Lencloître relatifs à :

- la dérivation des eaux souterraines provenant du champ captant de Sossais (F1, F3, F4, F5) ;
- la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

Article 2 : ouvrages autorisés

Le SIAEP de Lencloître est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines présentes dans la nappe captive du Cénomani à partir du **champ captant de Sossais** constitué des **forages F1, F3, F4 et F5** situés sur la commune de Sossay.

Le forage **F1** est situé dans la station de pompage, elle-même située au Nord du bourg au bord de la route départementale D42.

Par rapport à la station de pompes, le forage **F5** est situé au Nord-Est, le **F3** est localisé à l'Est à proximité immédiate de *la Veude* et le forage **F4** est implanté à l'Ouest au lieu-dit *le Prieuré*.

Les coupes techniques des différents forages figurent en annexe de cet arrêté :

- Le forage **F1**, d'une profondeur initiale de 72 mètres, et qui a été réalisé en 1955, est cimenté à l'extrados de 0 à 46 m ;
- Le forage **F2** réalisé en 1966 a été rebouché en 2007 ; il a été remplacé par le forage **F5** situé à quelques mètres. Ce dernier a été foré sur une profondeur de 84,65 m et cimenté à l'extrados de 0 à 40,5m ;
- Le forage **F3** réalisé en 1993, initialement jusqu'à 80 m de profondeur, a été cimenté jusqu'à 73 m pour éviter une éventuelle remontée des eaux fluorées du jurassique sous-jacent. Il est cimenté à l'extrados de 0 à 45 m ;
- Le forage **F4** réalisé en 1997 jusqu'à 80,5 m de profondeur est cimenté à l'extrados de 0 à 32 m.

Article 3 : volumes autorisés

Les volumes prélevés ne pourront pas excéder globalement, pour l'ensemble du champ captant :

135 m³/h soit **2700 m³/j** pour 20 h de pompage par jour et **900.000 m³ par an**,

Dont :

F1: 28 m³/h - F3: 26 m³/h - F4: 51 m³/h – F5 : 30 m³/h

Ces débits pourront être réduits à la demande du service de la police l'eau.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

Article 4 : respect des débits et volumes prélevés

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent pas dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 5 : limites et cartographie des périmètres de protection

Il a été établi des périmètres de protection dans les limites indiquées figurant sur les cartes et plans joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que dans l'annexe de cet arrêté sur une carte au 1/25000^{ème}.

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

5.1 - Périmètres de protection immédiate (PPI)

S'agissant d'un champ captant comprenant les 4 forages F1, F3, F4 et F5, les parcelles ci-dessous situées sur la commune de Sossay, constituent l'emprise des périmètres de protection immédiate (4 PPI autour des 4 ouvrages).

Forages	Section	N°	Lieu dit	Nature	Surface de la parcelle	Surface dans le périmètre immédiat
F1	AB	69	Pièce de la Garde	S	0 ha 09 a 74	0 ha 09 a 74
	AB	70		S	0 ha 04 a 39	0 ha 04 a 39
F5	AB	74		T02	0 ha 04 a 72	0 ha 04 a 72
F4	B	443	Le Prieuré	T02	0 ha 03 a 79	0 ha 03 a 79
F3	D	249	Prés de Sossais	T02	0 ha 12 a 10	0 ha 12 a 10

Les terrains qui doivent être protégés contre le ruissellement des eaux météorites sont acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins 2 m de hauteur et d'un portail d'accès équipé d'un dispositif de verrouillage et de détection contre l'intrusion. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou de produits phytosanitaires et les terrains seront régulièrement entretenus.

Toute activité et tout dépôt y sont interdits hormis ceux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des installations.

Les têtes des forages, qui sont protégées par un capot étanche cadenassé, sont isolées par cimentation et les tubages seront surélevés de façon à prévenir le risque d'introduction d'eaux parasites. Les ouvrages de captage devront dépasser le niveau du sol d'au moins 50 cm et le pourtour sera rendu étanche et aménagé de façon à éviter tout risque d'introduction d'eaux de ruissellement.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service, non accompagnée ou autorisée par l'exploitant.

5.2 - Périmètres de protection rapprochée (PPR)

Compte tenu de la très faible vulnérabilité de la ressource exploitée, les périmètres de protection rapprochée sont confondus avec les limites des périmètres de protection immédiate.

5.3 - Périmètres de protection éloignée (PPE)

D'une surface proche de 2.800 hectares, le périmètre de protection éloignée qui constitue une zone de vigilance, est délimité sur la courbe d'iso-rabattement de 2,60 mètres pour un pompage en continu de 12 mois en simultané sur les quatre forages. Son emprise est circulaire avec un rayon de 3 km environ.

Il n'a pas été proposé de prescription spécifique et c'est la réglementation générale qui s'applique.

Une attention particulière doit être portée par la police de l'eau sur la réalisation des forages qui pourraient entraîner un abaissement du niveau piézométrique de la nappe risquant de dénoyer la partie supérieure de l'aquifère et ne plus permettre alors l'exploitation des ouvrages destinés à la consommation humaine aux débits autorisés.

Article 6 : acquisition de terrains

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 7 : sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé publique, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

SECTION III

SURVEILLANCE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DES EAUX

Article 8 : surveillance et traitement

Les eaux brutes feront l'objet d'une surveillance renforcée (au moins bimestrielle) sur les teneurs en fer et nitrates. Les eaux feront par ailleurs l'objet d'un traitement de déferrisation et de désinfection au chlore gazeux avant mise en distribution en s'assurant du respect permanent des valeurs limites et de références exigées par la réglementation en vigueur.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9 : robinets de prélèvements

Des robinets d'eau brute et d'eau traitée, facilement accessibles et étiquetés devront être installés par l'exploitant après avis du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

Article 10 : notification, publicité de l'arrêté et information des tiers

Le présent arrêté sera :

- transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- déposé dans la mairie de Sossay où un extrait sera affiché pendant un mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à l'Agence Régionale de la Santé Poitou-Charentes – Unité territoriale de la Vienne VSEM - 4 rue Micheline Ostermeyer - BP 20570 - 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Article 12 : mise à jour du plan local d'urbanisme

Les servitudes instaurées dans les périmètres de protection rapprochées des points d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal : 1 an) dans la commune concernée.

Article 13 : recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la Vienne, soit hiérarchique auprès du Ministre de la santé (Direction générale de la santé – 14, avenue Duquesne 75350 - Paris 07SP) dans un délai de deux mois suivant la notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du Président du Tribunal Administratif (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers) dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite ou implicite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 14 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du SIAEP de Lençloître, le maire de la commune de Sossay, le directeur départemental des Territoires de la Vienne, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Poitiers, le 11 FEV. 2013

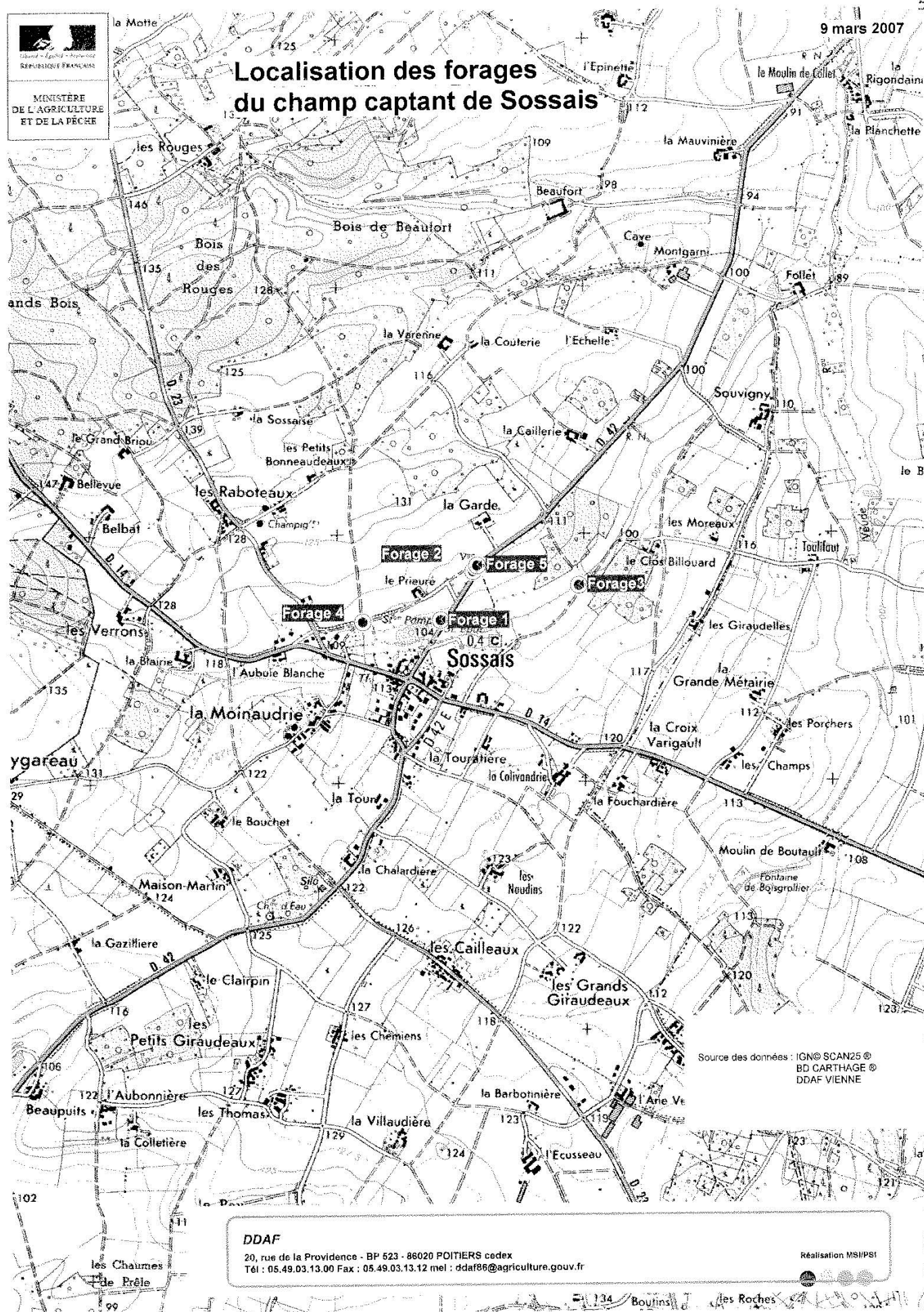
P/la Préfète de la Région Poitou-Charentes,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vienne,



Yves SEGUY

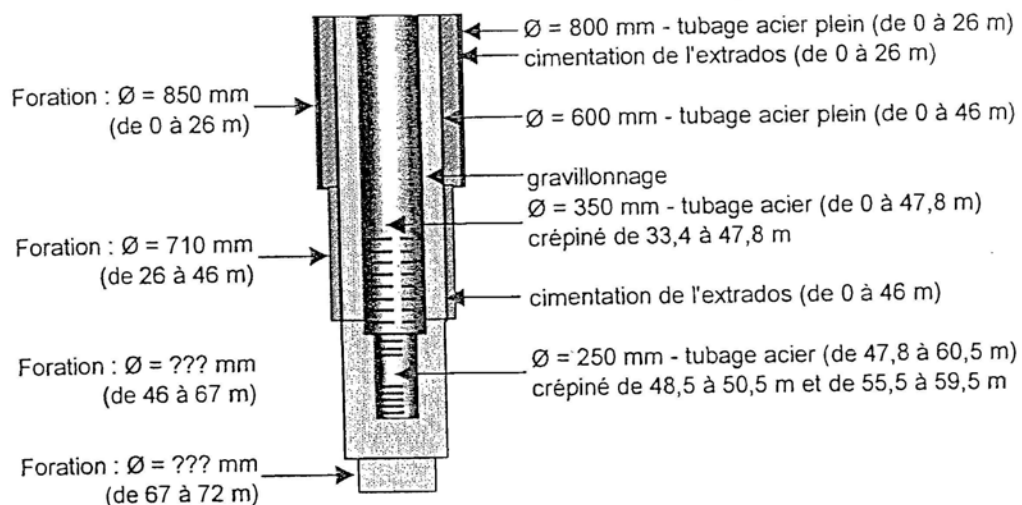
ANNEXES

- Localisation des forages F1, F3, F4 et F5 du champ captant de Sossay
- Coupes techniques des forages F1, F3, et F4 de Sossais
- Coupe lithostratigraphique et technique du forage F5
- Délimitation des périmètres de protection immédiate et rapprochée des forages F1, F3, F4 et F5
- Périmètre de protection éloignée du champ captant de Sossais (forages F1, F3, F4 et F5)

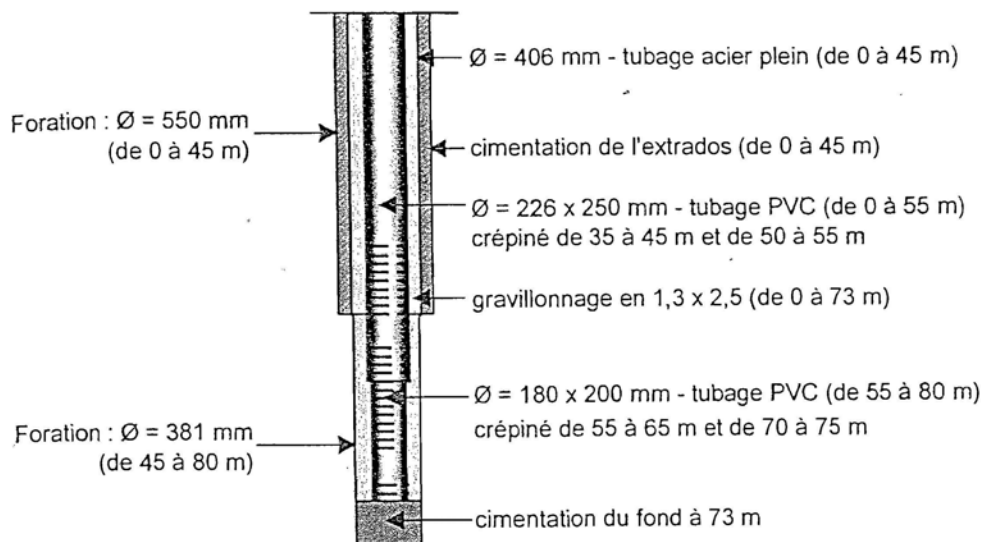


COUPES TECHNIQUES DES FORAGES F1, F3 ET F4

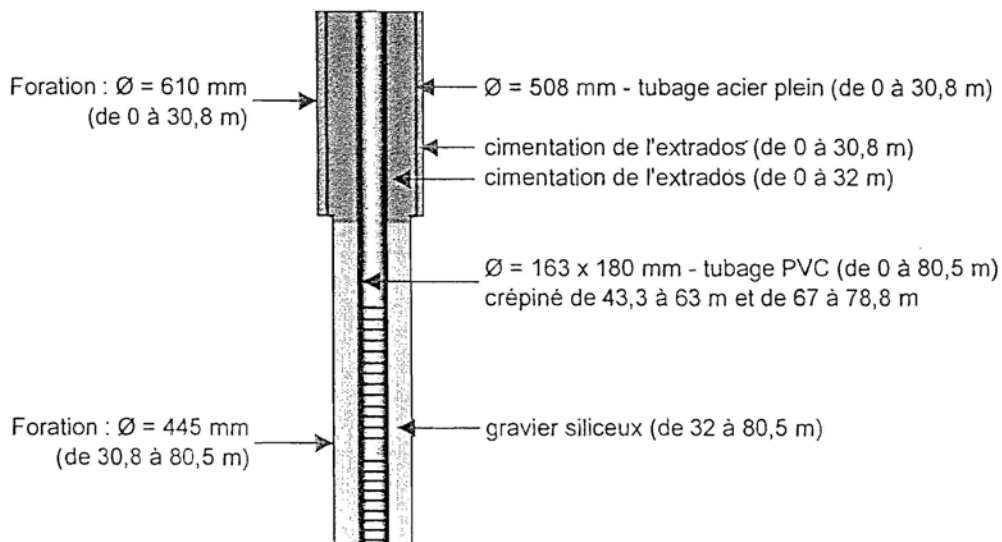
Forage F1



Forage F3



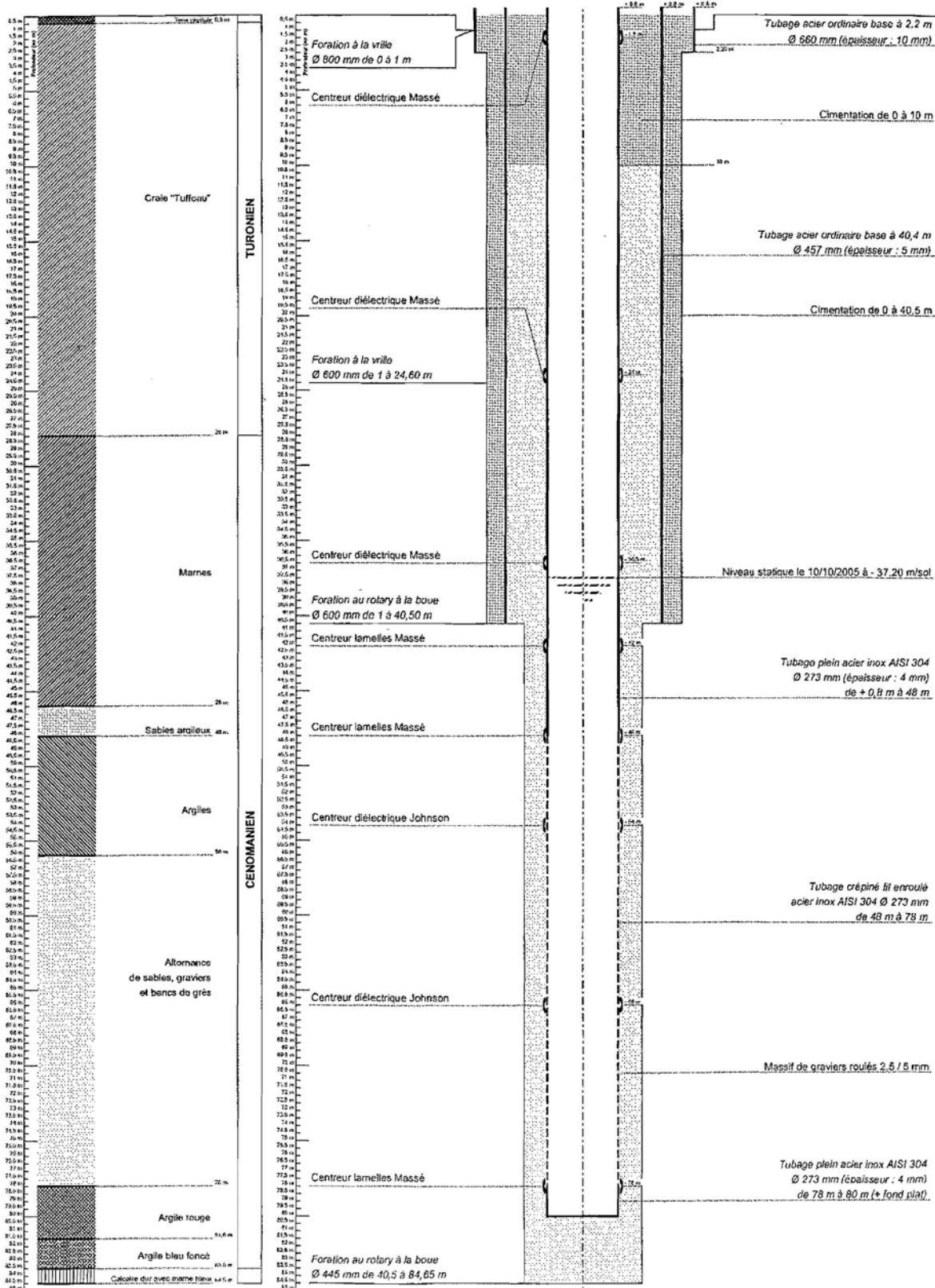
Forage F4



Forage d'exploitation "Sossais F5" **Coupes lithostratigraphique et technique**

Coupe Lithostratigraphique

Coupe Technique

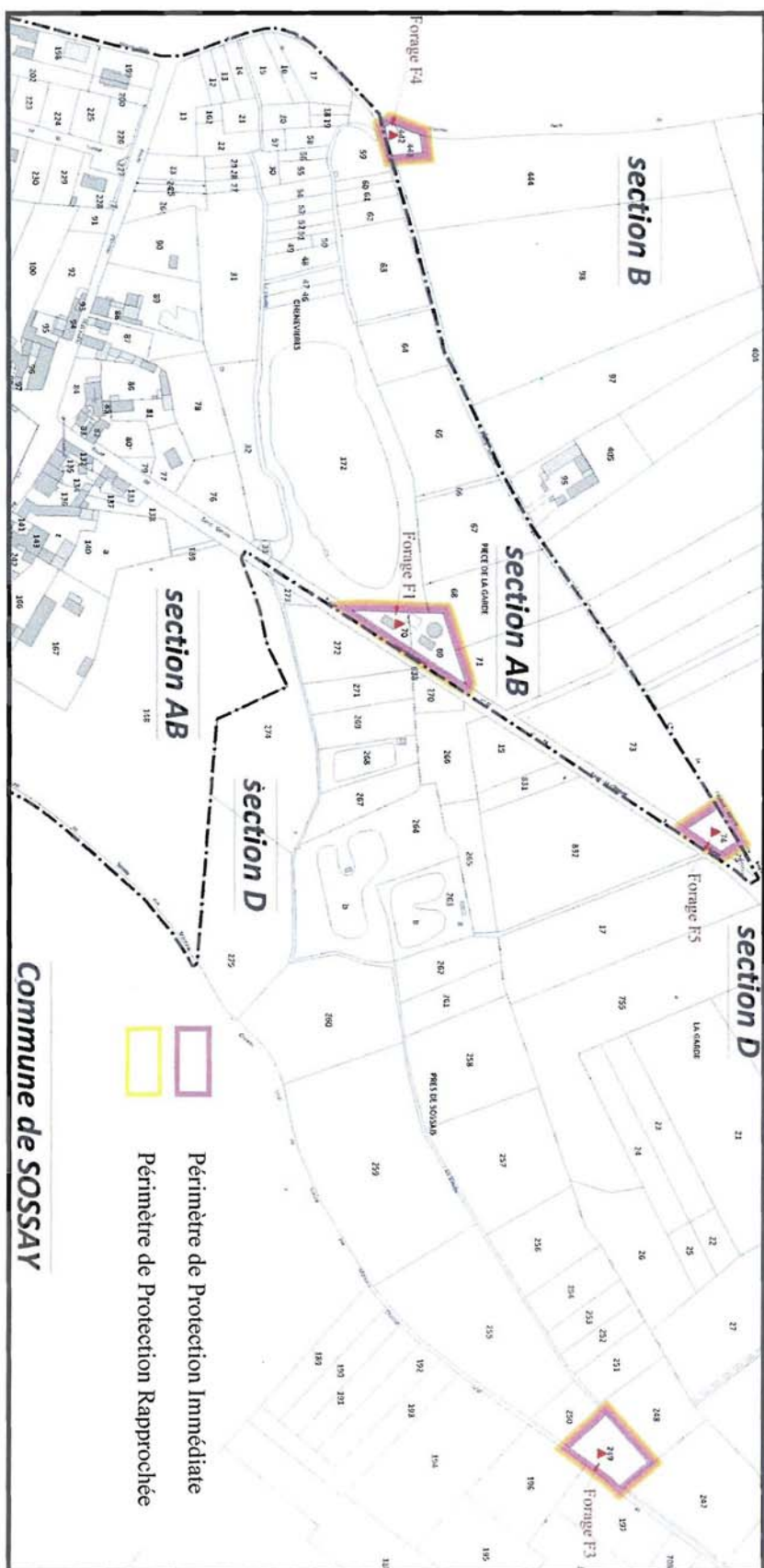


DDAF de la Vienne / Cellule Eau Potable

Délimitation des Périmètres de Protection Immédiate et Rapprochée des forages F1, F3, F4 et F5

Commune de Sossais, Sections AB, B et D

Echelle : 1/4 200ème



Extrait de plan délivré par cadastre.gouv.fr

©2010 Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

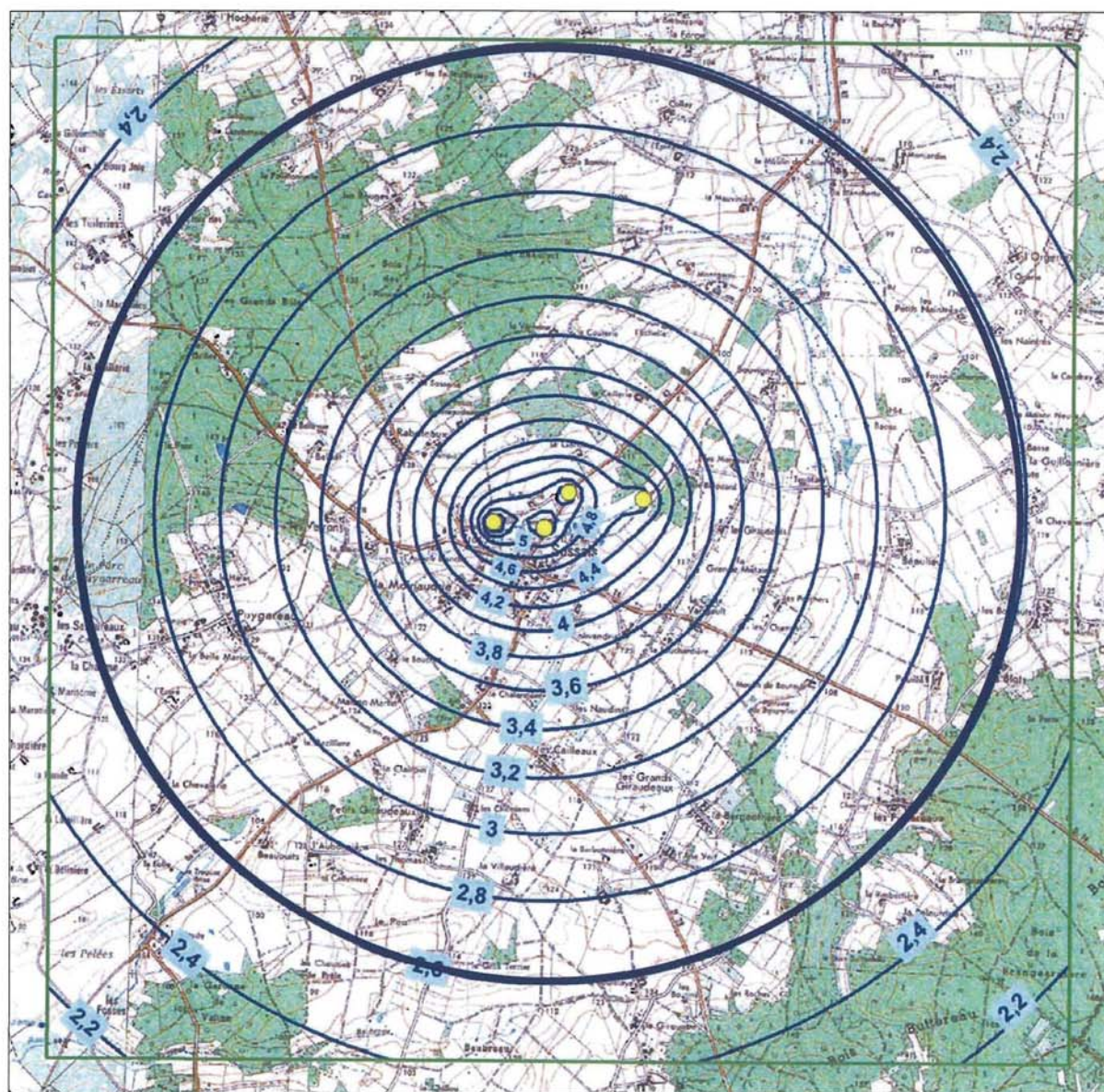
SARL DUPUET LOIZEAU ASSOCIES

SIAEP DE LENCLOITRE

Commune de SOSSAIS

FORAGES F1, F3, F4, et F5

PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE





PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Agence Régionale de Santé
Nouvelle-Aquitaine

Délégation Départementale de la Vienne

Pôle santé publique et environnementale

ARRÊTÉ N° 2017ARS/DD86-PSPSE/008

en date du **30 MAI 2017**

Modifiant l'arrêté n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013, autorisant le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de Lencloître à prélever, traiter et distribuer des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du « champ captant de Sossay », **en remplaçant le forage F3 par le forage F3 bis**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10; R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) 2016/2021 du bassin Loire-Bretagne, adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 18 novembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1^{er} juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral 2013/ARS/VSEM/003 en date du 11 Février 2013, autorisant le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de Lencloître à prélever, traiter et distribuer des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du « champ captant de Sossay » constitué des forages F1, F3, F4 et F5, situés sur le territoire de la commune de Sossay et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à la mise en place des périmètres de protection ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé du 5 septembre 2016 « Champ captant au Cénomaniens captif de Sossay, protection du forage F3 bis créé pour remplacer le forage F3 » situé sur la commune de Sossay ;

VU l'avis de la commission captages du 16 novembre 2016 ;

VU la demande de Eaux de Vienne d'autorisation de mise en service du forage F3 bis ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 11 mai 2017 ;

CONSIDERANT que le captage F3 bis est en substitution complète du forage F3 déjà autorisé et qu'il n'impactera ni le débit global prélevé ni les limites des périmètres de protection existants ;

CONSIDERANT que ce captage est nécessaire pour assurer la sécurisation quantitative et qualitative de l'alimentation en eau potable du Syndicat Eaux de Vienne pour le comité local de Vaux sur Vienne et que les besoins en eau potable sont justifiés ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur général de l'ARS Aquitaine Limousin Poitou-Charentes ;

A R R E T E

Article 1 : modification de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013

Toutes les références au forage F3 sont remplacées par le forage F3bis.

La localisation de l'ouvrage selon les points de coordonnées Lambert 93 et l'altitude NGF est la suivante :

Forages	N° BSS	X (m)	Y (m)	Z (m EPD)
F3 BIS	BSS003QKDY /X	501 590	6 643 560	101

Article 2 : modification de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013

Toutes les références au forage F3 sont remplacées par le forage F3bis.

La coupe technique figure en annexe de cet arrêté :

L'alinéa sur la caractéristique du forage F3 est remplacé par :

- *Le forage F3 bis réalisé en 2015 est en tubage cimenté jusqu'à 46 mètres de profondeur sous le sol, suivi d'une zone non occultée de 21 mètres.*

Article 3 : modification de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013

Le contenu de l'article 3 est remplacé par le texte ci-dessous :

"Les volumes prélevés ne pourront pas excéder globalement, pour l'ensemble du champ captant : 134 m3/h soit 2700 m3/j pour 20 h de pompage par jour et 900.000 m3 par an,

Dont :

F1: 28 m3/h - F3 bis : 25 m3/h - F4: 51 m3/h – F5 : 30 m3/h

Ces débits pourront être réduits à la demande du service de la police l'eau.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau."

Article 4 : modification de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013

Toutes les références au forage F3 sont remplacées par le forage F3bis.

Article 5 : modification de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2013/ARS/VSEM/003 du 11 février 2013

Le contenu de l'article 8 est complété par la prescription suivante :

"Un analyseur de chlore au point de mise en distribution de l'eau sera mis en place."

Article 6 : suppression du forage F3

Le forage F3 sera condamné dans les règles de l'art.

Article 7 : notification, publicité et information des tiers

Le présent arrêté sera :

- transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- déposé dans la mairie de Sossay où un extrait sera affiché pendant un mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Article 8 : recours

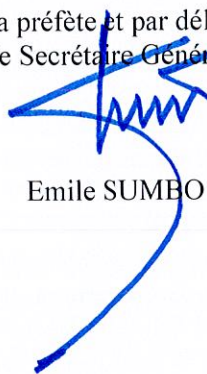
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Madame la Préfète de la Vienne, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Santé (Direction Générale de la Santé – 14, avenue Duquesne 75350 Paris 07SP).

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du Président du Tribunal Administratif (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers) dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite ou implicite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 9 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat Eaux de Vienne – Siveer, le maire de la commune de Sossay, le directeur départemental des Territoires de la Vienne, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Pour la préfète et par délégation,
le Secrétaire Général,



Emile SUMBO

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

SIAEP de la région de LENCLOITRE

**PROPOSITION DE PERIMETRES DE PROTECTION
POUR LES CAPTAGES DE LA COMMUNE DE SOSSAIS
FORAGES F1, F3, F4 ET F5**

Surface du périmètre de protection rapprochée : 0 Ha
Surface du périmètre de protection éloignée : 2 800 Ha

par

Bruno JEUDI de GRISSAC

*Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne*

22 mars 2009

A la demande de Monsieur le président du SIAEP de la région de Lencloître, et après désignation par Monsieur le préfet de la Vienne, sur proposition de l'hydrogéologue agréé coordonnateur départemental, j'ai été chargé :

- d'émettre des propositions de périmètres et de prescriptions relatives à ces différents périmètres pour la protection du nouveau forage F5 situé sur la commune de Sossais,
- d'actualiser mes propositions formulées en 2002 pour la protection des autres forages d'eau potable implantés sur la commune.

L'avis qui suit a été élaboré après :

- une visite sur le forage F5, le 6 février 2009, en présence de Monsieur Michel BROSSIER du SMEEV (Syndicat Mixte des eaux de l'est de la Vienne) ;
- une visite rapide, ce même jour, des autres sites de production d'eau localisés sur le territoire de la commune de Sossais (F1, F3 et F4) ;
- la consultation des documents suivants :
 - "Champ captant de Sossais – SIAEP de Lencloître – Etude hydrogéologique préalable à la mise en place de périmètres de protection et étude d'incidences" – rapport ERM 07 202 FC 320 – F. COMPERE – décembre 2007 ;
 - "Etude préalable à la protection et étude d'incidences du champ captant de Sossais" – rapport ERM 01 200 FC 249 – F. COMPERE – septembre 2001 ;
 - "Qualité des eaux dans le département de la Vienne en 2000 – Diagnostic sur la distribution en eau potable – Sécurité d'approvisionnement – Propositions d'amélioration" – DDASS de la Vienne – juin 2001 ;

- carte topographique au 1/25 000^{ème} de CHATELLERAULT OUEST (feuille 1825 OUEST) ;
- carte géologique au 1/50 000^{ème} de CHATELLERAULT (feuille 541) – BRGM – 1974 ;
- site InfoTerre du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (<http://infoterre.brgm.fr>) ;
- site Système d'Information pour la Gestion des Eaux Souterraines en Poitou-Charentes de la Région Poitou-Charentes et du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (<http://sigespoc.brgm.fr/>) ;
- portail national d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines du Ministère de l'Ecologie du développement et de l'aménagement durable (<http://www.adeseaufrance.fr/>).

1. GENERALITES - LOCALISATION

Le SIAEP de Lencloître dispose de quatre forages sur la commune de Sossais qui lui permettent d'assurer une production qui est restée inférieure à 300 000 m³/an sur les dix dernières années. D'après la carte topographique au 1/25 000^{ème} CHATELLERAULT OUEST (feuille 1825 OUEST) ces quatre ouvrages sont situés aux points de coordonnées Lambert (le code BSS de chaque ouvrage est indiqué entre parenthèses) :

F1 (05415X0003)		
X = 451 400	Y = 2 208 630	Z = +104,5 m EPD
F3 (05415X0058)		
X = 451 980	Y = 2 208 800	Z = +101 m EPD
F4 (05415X0062)		
X = 451 100	Y = 2 208 660	Z = +111 m EPD
F5 (non répertorié en BSS)		
X = 451 540	Y = 2 208 840	Z = +108,1 m EPD

A ces quatre captages, il faut ajouter pour mémoire le forage F2 réalisé en 1966 et rebouché en 2007. Ce forage a été remplacé par le forage F5 implanté à quelques mètres de lui.

F2 (05415X0001)		
X = 451 540	Y = 2 208 840	Z = +108,1 m EPD

2. CARACTERISTIQUES DES CAPTAGES

2.1. Forage F1

Réalisé en 1955, le forage avait alors une profondeur de 72 m. Il a été chemisé et remblayé jusqu'à 60,5 m en 1969. Après un décolmatage par acidification en 1975, un diagnostic réalisé en 1994 a révélé son colmatage et un remblaiement jusqu'à 56,5 m.

Enfin, une chute de la productivité a justifié la réalisation d'un nouveau diagnostic en 2000 qui a confirmé le remblaiement et révélé l'aggravation du colmatage.

Le débit d'exploitation s'élève à 28 m³/h. En 2008, l'ouvrage n'était a priori utilisé que pour le lavage des filtres de l'unité de déferrisation.

2.2. Forage F2

Réalisé en 1966 et profond de près de 84 m, l'ouvrage n'est plus exploité du fait de la baisse de sa productivité. Ses équipements de pompage ont été retirés. Il a été rebouché en 2007 et remplacé par le forage F5 situé à quelques mètres.

2.3. Forage F3

Ce forage a été réalisé en 1993. Initialement profond de 80 m, il a été cimenté jusqu'à 73 m pour éviter une éventuelle remontée des eaux fluorées du Jurassique sous-jacent.

Le débit d'exploitation est de 26 m³/h.

2.4. Forage F4

Il a été réalisé en 1997 jusqu'à 80,5 m de profondeur.

Il est exploité au débit de 51 m³/h.

2.5. Forage F5

Profond de 84,65 m, il a été réalisé en 2005. Il est exploité au débit de 30 m³/h.

2.6. Productivité

Les ouvrages n'ont a priori pas fait l'objet d'essais de puits (pompages par paliers). Les tests hydrauliques (essais de nappe), dont les résultats sont présentés dans le rapport de la société ERM, ont toutefois permis de préciser un débit d'exploitation de 28 m³/h pour F1, 26 m³/h pour F3, 51 m³/h pour F4 et 30 m³/h pour F5.

La capacité de production en cumulé, vérifiée en 2001 par un pompage de 24 heures simultané sur les trois forages, s'élève à 105 m³/h, soit 2 100 m³/jour.

2.7. Qualité des eaux

D'après les résultats d'analyses figurant dans le rapport de la société ERM, les eaux fournies par ces forages sont de type bicarbonaté calcique avec une minéralisation totale relativement élevée.

La dureté totale est forte, l'eau est légèrement agressive avec un pH proche de la neutralité.

A noter l'absence de nitrates, du manganèse en concentration parfois supérieure à la limite de qualité, une turbidité parfois trop élevée.

Les pesticides, micro polluants organiques et organochlorés sont absents, tout au moins pour les molécules recherchées.

La qualité bactériologique est bonne.

La qualité de l'eau est globalement bonne et la présence de fer, voire de manganèse, explique la présence d'une unité de déferrisation à la station de traitement de Sossais.

3. GEOLOGIE HYDROGEOLOGIE

Les forages sont implantés dans les formations composées d'un tuffeau blanc micacé datées du Turonien et qui affleurent largement dans les environs. Ces formations sont localement recouvertes en discordance dans les vallées par des alluvions composées de sables, limons et argiles.

Sous le Turonien, épais ici de 10 à 20 mètres, les forages ont traversé les formations du Cénomaniens composées de bancs de sables et grès intercalés dans des niveaux argileux ou marneux.

Dans ce contexte géologique, les aquifères potentiels correspondent :

- aux formations alluviales pour leurs parties sableuses ;
- aux craies et tuffeaux du turonien dont le mur imperméable est constitué par les marnes du toit du Cénomaniens ;
- les niveaux des sables verts du Cénomaniens.

La nappe des sables verts du Cénomaniens est captive. Elle constitue le principal aquifère du secteur.

L'alimentation de ce réservoir est assurée à la fois par drainance descendante au travers de son toit imperméable et directement par les eaux météoriques dans les secteurs où les sables affleurent.

Sur le secteur des forages l'écoulement de cette nappe se ferait en direction du nord d'après ERM.

4. VULNERABILITE ET ENVIRONNEMENT

Les conditions locales de gisement de la ressource des sables verts du Cénomaniens, avec une nappe captive sous les marnes imperméables de la fin de série cénomaniens limite la vulnérabilité de la nappe aux forages susceptibles de permettre un mélange de nappes ou un déversement depuis la surface.

La qualité des eaux reflète cette bonne protection et la ressource peut être qualifiée de peu vulnérable dans le secteur des forages.

L'activité dominante sur le secteur d'étude est l'agriculture. Aucune activité industrielle notable n'est indiquée par ERM.

Les forages constituant le vecteur de risque principal pour la ressource, ils ont fait l'objet d'un inventaire dans un rayon de 10 kilomètres autour des forages.

Six forages exploités ont été recensés, le plus proche à plus de 3 kilomètres. Cinq ouvrages sont des captages d'eau potable. Le sixième est un forage agricole, situé à 5 kilomètres à l'ouest sud-ouest des forages du Sossais, et qui exploite la nappe du Cénomaniens dans sa partie libre.

5. PROPOSITIONS DE PERIMETRES DE PROTECTION

Après examen des documents dont la liste figure en introduction, et compte tenu de la très bonne protection de la ressource au droit des ouvrages, il est possible de proposer les périmètres de protection qui suivent (les limites des différents périmètres sont reportées sur les documents graphiques annexés). Ces périmètres sont définis pour des débits d'exploitation de 28 m³/h pour F1, 26 m³/h pour F3, 51 m³/h pour F4 et 30 m³/h pour F5 et un débit d'exploitation cumulé sur les quatre ouvrages exploités en simultanée de 135 m³/h soit 2 700 m³/j.

Compte tenu de la très faible vulnérabilité de la ressource dans les environs des ouvrages, il n'y a pas lieu de prendre des mesures particulières pour se préserver des risques de pollution accidentelle.

Les risques qualitatifs et quantitatifs liés à la réalisation de nouveaux forages à proximité des captages sont couverts par la réglementation existante (procédures de déclaration et d'autorisation en application des décrets 93-742 et 743) dont l'application est localement plus contraignante du fait du classement de la nappe du Cénomani en "zone de répartition des eaux".

Des garanties supplémentaires pourraient être obtenues en interdisant tout nouveau forage susceptible de concurrencer ces ouvrages mais, pour être réellement efficace, cette mesure devrait s'appliquer sur une surface très importante. Le gain de sécurité serait alors bien faible en regard de la lourdeur administrative et surtout du coût de mise en œuvre d'une telle mesure.

Dans ces conditions, il ne sera pas proposé de périmètre de protection rapprochée, celui-ci étant confondu avec le périmètre de protection immédiate.

Enfin est proposé un périmètre de protection éloigné, sans réglementation particulière, qui constituera donc une zone de vigilance où l'application des procédures réglementaires, notamment en matière de forage, devront être appliquées avec une rigueur particulière.

6.1. Périmètre de protection immédiate

Pour chacun des captage, il sera composé de la parcelle sur laquelle est implanté le forage et dont le syndicat est déjà propriétaire.

Ces périmètres sont déjà clôturés mais, excepté pour F4, leurs clôtures n'offrent pas une protection efficace du fait de leur hauteur limitée et de leur vétusté. Sauf pour F4, dont la clôture répond déjà aux exigences qui suivent, l'accès aux parcelles sera empêché par une clôture et un portail de 2 mètres de haut au moins. Le portail de chaque enclos sera muni d'un dispositif de verrouillage efficace et maintenu verrouillé en dehors de période d'accès à la parcelle par le personnel d'exploitation.

Dans chacun de ces périmètres de protection immédiate, seront interdites toutes les activités autres que celles nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage et de ses équipements et à l'entretien du terrain.

Dans ces enclos, il ne sera fait aucun apport d'engrais et la croissance des végétaux sera limitée par des moyens mécaniques.

Enfin, les têtes de puits seront maintenues verrouillées en dehors des opérations de maintenance des forages et de leurs équipements.

6.2. Périmètre de protection rapprochée

Comme il a été dit plus haut, les conditions de gisement de la ressource garantissent une protection efficace des captages. Dans ces conditions, il n'est pas proposé de périmètre de protection rapprochée, celui-ci étant, pour chaque ouvrage, confondu avec le périmètre de protection immédiate.

6.3. Périmètre de protection éloignée

D'une surface proche de près de 2 800 hectares, le périmètre de protection éloigné est délimité de manière arbitraire sur la courbe d'iso-rabatement de 2,6 mètres proposée par ERM pour un pompage en continu de 12 mois en simultané sur les quatre captages. Son emprise est donc approximativement circulaire avec un rayon de 3 Km environ.

Les services chargés de la police de l'eau devront être particulièrement vigilants quant à l'application des procédures réglementaires et notamment en ce qui concerne les procédures de déclaration ou d'autorisation telles qu'elles sont décrites dans les décrets 93-742 et 743. Une attention toute particulière sera portée sur la réalisation des forages. En effet, il est fort probable que l'influence de l'exploitation d'un nouvel ouvrage dans ce périmètre se traduise par un abaissement du niveau piézométrique qui remette en cause la possibilité d'exploiter les débits envisagés sur les captages au risque d'un dénoyage de la partie supérieure de l'aquifère.

Fait à Mérignac, le 22 mars 2009

Bruno JEUDI de GRISSAC

Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne